

APCE



La Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, **Anne Brasseur**, a indiqué aux journalistes azerbaïdjanais que le Bureau a décidé de soumettre la question des prisonniers politiques d'Azerbaïdjan à la commission de suivi et la prise en compte de cette question dans le rapport du co-rapporteur sur l'Azerbaïdjan. Aucun membre n'a exprimé son désaccord avec la proposition de M. McNamara.



Le député **Elkhan Suleymanov** a indiqué que la tenue de discussions concernant la question des prisonniers politiques d'Azerbaïdjan, est à nouveau un exemple de pressions, de partialité et de «doubles standards» contre l'Azerbaïdjan. Il a déclaré : "Michael McNamara en tant que membre de ce groupe qui déverse des calomnies contre l'Azerbaïdjan, prend une position tendancieuse et jette l'opprobre sur le pays qui assure la présidence du CoE. La présidente Anne Brasseur a également rejoint cette campagne." Pour couper court aux controverses, il a précisé : "selon le règlement de l'Assemblée, l'heure du déjeuner est prévu à 13h00." Aussi les représentants de l'Azerbaïdjan et de la Turquie sont partis pour déjeuner.

rejoint cette campagne." Pour couper court aux controverses, il a précisé : "selon le règlement de l'Assemblée, l'heure du déjeuner est prévu à 13h00." Aussi les représentants de l'Azerbaïdjan et de la Turquie sont partis pour déjeuner.

"Mentir en embuscade et profitant de l'occasion, Gross et McNamara avec un petit groupe ont immédiatement adressé au président d'annuler la décision du Bureau sur le projet de résolution. En attendant une telle proposition, Anne Brasseur a mis l'affaire au vote avec un grand plaisir, et la décision du Bureau a été annulée, et mise en minorité avec seulement cinq voix. L'affaire a été renvoyée à la commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'APCE ", a repris Suleymanov qualifiant ce geste de "terreur politique contre l'Azerbaïdjan." Et d'ajouter : "Bakou doit réfléchir sérieusement à la coopération avec le Conseil de l'Europe."

La présidente Anne Brasseur n'a pas abandonné le sujet et a poursuivi :

"Ce matin, le Bureau a décidé de soumettre la question des prisonniers politiques d'Azerbaïdjan à la commission de suivi et la prise en compte de cette question dans le rapport des co-rapporteurs sur l'Azerbaïdjan. Pendant la journée, M. McNamara a protesté la décision du Bureau et a insisté de traiter le sujet dans la Commission des droits de l'homme. Selon nos règles de procédure, si quelqu'un fait une proposition similaire, un

autre membre a le droit de la contester. Cependant, je n'ai vu personne dans le public qui souhaite interjeter l'appel de la sentence. J'ai même demandé s'il voulait faire appel de la sentence. Aucun membre de l'auditoire n'a exprimé son désaccord avec la proposition de M. McNamara. Alors j'ai demandé l'avis du journaliste.

Parce que mon objectif principal en tant que présidente est de veiller au respect des règles de procédure, aussi toutes les questions doivent être adressées de manière prescrite. Mon travail est donc de veiller à la conformité avec les règlements et l'application de la décision. Dans ces questions, ma position personnelle ne joue aucun rôle et, en général, ne doit pas intervenir. La présidente n'a pas de privilèges spéciaux ou tout autre avantage. Son travail se limite à assurer la conformité avec les règlements."



Suite à l'accusation de **Samat Seyidov** qu'elle et le Secrétaire Général de l'Assemblée ont manipulé la réunion, elle a précisé : "Je n'accepte pas cette accusation, car ce n'est pas de la manipulation, mais seulement, la conformité aux règlements. L'un des arguments de M. Seyidov sur son absence dans la salle d'audience lors du vote est le dîner de gala. Certes, la réunion du lundi matin a été légèrement prolongée, un peu plus que d'habitude, mais je note que le début du dîner officiel a été fixé à 13h00 et pas comme le prétend M. Seyidov à 13h15."

Anne Brasseur a déclaré que le mécontentement exprimé sur cette question n'est pas claire, et la "présidence de l'Azerbaïdjan au Comité des Ministres de l'APCE est une opportunité pour accélérer le processus de réforme démocratique dans le pays."